La Commission doit écouter la Tunisie

Lundi 5 février 2019

Intervention en séance plénière dans le cadre du débat sur l'ajout de Sri Lanka, de Trinité-et-Tobago et de la Tunisie sur la liste des pays tiers à haut risque

Pervenche Berès (S&D). – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, sur cette affaire, je crois que vous devez vous engager pleinement avec le Parlement européen. Or, on le voit bien, vous nous abordez du bout des doigts, si j'ose dire.

Vous avez réaffirmé la priorité qu'était la lutte contre le blanchiment de l'argent. Vous savez à quel point ce Parlement est résolument engagé dans cette bataille, mais vous savez aussi que le soutien que vous affirmez vouloir apporter à la Tunisie est pour nous une préoccupation essentielle, compte tenu de l'enjeu stratégique de la relation que l'Union européenne développera avec ce pays.

De ce point de vue, la déclaration que vous avez faite ou que vous avez fait faire par l'un des membres de vos services, lors de la réunion des commissions ECON et LIBE, ne nous satisfait pas. Nous souhaiterions que vous puissiez revendiquer clairement le recours à votre propre grille d'analyse avant le vote de demain, comme vous vous y étiez engagée devant ces mêmes commissions. Vous l'aviez fait le 29 juin dernier, dans un mémorandum, en indiquant que vous utiliseriez votre propre grille d'analyse, indépendamment de celle du GAFI.

Nous souhaitons également que vous vous engagiez à ne pas mélanger toutes les réformes que vous attendez de la Tunisie et que votre décision ne porte que sur la possibilité de sortir ou non ce pays de cette liste. Nous souhaitons que vous vous engagiez à amender la déclaration avant le vote de demain.